

Attribution de temps

Ils affirment ne pas avoir le temps de débattre la question. Permettez-moi de donner les chiffres à l'étape de la deuxième lecture seulement. Le parti libéral a fait intervenir 22 députés à ce moment-là. Leur critique est intervenu à trois reprises. Quatre députés l'ont fait à deux reprises. Pourtant, ils affirment qu'ils n'ont pas eu le temps de discuter de la question. Or, non seulement tous les députés en question sont-ils intervenus, mais lors de la troisième journée de l'étape de la deuxième lecture, les libéraux n'avaient même plus de députés à présenter. Voyons ce qu'il en est du NPD. Vingt néo-démocrates sont intervenus, dont huit d'entre eux à deux reprises, à l'étape de la deuxième lecture. Leur critique, le député d'Essex—Windsor (M. Langdon) a fait pour sa part trois interventions. Ils n'avaient plus de députés à présenter le même soir. Savez-vous qui a poursuivi le débat, afin de s'assurer qu'il dure bien cinq jours? Le parti conservateur. Nos vis-à-vis ne pouvaient poursuivre le débat le soir en question, faute de députés, et c'est nous qui avons fait en sorte que le débat ne prenne pas fin. Or, maintenant, ils se plaignent du fait que nous allons limiter le débat. C'est tout à fait insensé.

Ils affirment qu'on manque de temps pour discuter de cette question avec la population, que nous forçons l'adoption de ce projet de loi à la Chambre. Or, le débat sur le libre-échange dure maintenant au Canada depuis plus de trois ans. L'Accord a été signé le 2 ou le 3 janvier et la Chambre est saisie de ce projet de loi depuis le mois de mai. Depuis le mois de mai, ce ne sont que manoeuvres dilatoires, aucun véritable débat ou étude sérieuse d'un projet de loi.

Je dois donner la note maximum aux néo-démocrates. Ils nous ont prévenu qu'ils allaient faire de l'obstruction et faire tout leur possible pour bloquer le débat, pour empêcher la tenue d'un débat sérieux. Ils ne veulent pas expliquer au public de quoi il s'agit ni quelle importance cet accord revêt pour le Canada. Non, ils veulent tout simplement faire de l'obstruction.

Ils prétendent qu'il faut débattre le projet de loi beaucoup plus longtemps. Je lisais quelque chose d'assez intéressant l'autre jour au sujet du débat du Parlement britannique sur l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté économique européenne. Il a fallu en tout 18 heures pour débattre le projet de loi important portant sur la décision de faire partie de la Communauté économique européenne. Nous débattons cette question depuis des heures et des heures. Certains jours, les heures ont été prolongées et chaque journée prolongée équivalait à deux jours de débat. Les députés d'en face omettent de le préciser lorsqu'ils se lamentent et se plaignent qu'on n'a pas assez de temps pour le débat.

A la fin du débat à l'étape du rapport, nous aurons eu en tout cinq jours de débat, dont trois avec des heures prolongées, ce qui représente en fait trois jours de débat supplémentaires. A l'étape de la troisième lecture, nous aurons probablement deux journées prolongées de débat, ce qui correspond en fait à quatre journées. L'opposition n'a pas pu alimenter le débat en deuxième lecture et je n'ai aucune raison de croire qu'elle y arrivera en troisième lecture. Cela nous fait largement plus deux cents heures de débat sous une forme ou une autre, alors que l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté économique européenne n'a été débattue que pendant 18 heures.

Nous avons eu droits aux échappatoires des députés de l'opposition. Elle a dit que nous n'avions pas de mandat. Elle prétend toujours que nous n'avons pas le mandat de négocier cet accord. J'ai vérifié les promesses que le Parti conservateur a faites au cours des dernières élections dans le domaine commercial. Nous avons notamment promis de renforcer les relations commerciales sans limiter l'accès des pays en développement. C'est exactement ce que fait cet accord. Un autre de nos objectifs était de travailler à abaisser les barrières tarifaires dans le monde entier. De quoi parlons-nous actuellement? D'abaisser les barrières tarifaires, voilà ce dont nous parlons. Notre campagne a porté là-dessus.

Nous avons promis d'aider nos industries tertiaires à percer sur les marchés étrangers. C'est exactement ce à quoi l'Accord vise. C'est dans le secteur tertiaire qu'il faut créer la plupart des deux millions d'emplois dont le Canada a besoin au cours de la présente décennie. Nous avons promis d'ériger une structure qui va permettre à ce secteur d'être concurrentiel sur le marché international. De quoi parlons-nous? C'est précisément le but de l'Accord. Nous avons promis de travailler en étroite collaboration avec les gouvernements provinciaux et les industries régionales afin qu'on prenne des initiatives visant à promouvoir les exportations et à renforcer les économies régionales. Tout cela est tiré de nos imprimés de la dernière campagne électorale et c'est exactement ce à quoi vise l'Accord de libre-échange. Nous avons promis de relancer l'économie canadienne et je dois dire que l'Accord de libre-échange fait partie de notre stratégie. Nous avons un mandat.

En guise de conclusion, les partis de l'opposition se plaisent à citer le premier ministre (M. Mulroney) et quelques-uns des candidats à la direction du parti, mais depuis ce temps-là le Parlement a reçu le rapport de la commission royale sur l'économie, et elle recommande le libre-échange. Le Conseil économique du Canada a publié un rapport dans lequel il appuie le libre-échange. Le rapport de l'Institut C.D. Howe est en faveur du libre-échange, comme le sont d'autres libres penseurs, y compris les petites, moyennes et grandes entreprises commerciales.

Quand le gouvernement a entendu tous ces témoignages, il a décidé de conclure l'Accord. Si le gouvernement n'avait pas agi, les députés de l'opposition nous auraient reproché de ne pas tenir compte des témoignages présentés au Parlement canadien. Nous en avons tenu compte et c'est pourquoi nous avons signé l'Accord. Voilà pourquoi c'est une bonne chose pour le Canada.

Nous allons débattre de cette question pendant quelques jours de plus. Il faut attribuer le temps parce que l'opposition n'est pas intéressée à s'en tenir aux faits.

● (1830)

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole, surtout après le secrétaire parlementaire du ministre du Commerce extérieur (M. McDermid). Il a pris beaucoup de temps pour nous dire que la proposition des leaders parlementaires des deux partis d'opposition manquait de réalisme. C'est peut-être vrai. Mais n'oublions pas que le projet de loi C-130 n'est pas un projet de loi ordinaire car il va modifier 27 textes de loi.